

**N° DP 24/351**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVENANT N°3 A L'ACCORD-CADRE 48RL21-21347 - MISSION D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL POUR L'ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DE LA METROPOLE TPM**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique qui indique que l'accord-cadre peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de l'accord-cadre initial,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'accord-cadre n°48RL21 relatif à la mission d'assistance et de conseil pour l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée attribué au groupement conjoint mandataire non solidaire EVEN CONSEIL/AIRE PUBLIQUE/ADAMAS/SOGEFI pour une durée de 3 ans ferme pour un montant minimum de 126 225.00 € HT et un montant maximum de 200 000.00 € HT et notifié le 11 mars 2021,

**VU** l'avenant n°1 relatif à la fusion absorption de SELAS ADAMAS AFFAIRES PUBLIQUES co-traitant de l'accord-cadre 48RL21 fusionnant avec l'AARPI ADALTYS. Le groupement conjoint mandataire non solidaire EVEN CONSEIL/AIRE PUBLIQUE/ADALTYS/SOGEFI devenant le titulaire de l'accord-cadre,

**VU** l'avenant n°2 prenant en considération le changement de SIREN et l'intégration du nouveau RIB afin à toute fin de régularisation de l'avenant 1,

**VU** le projet d'avenant n°3, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que l'accord cadre de « mission d'assistance et de conseil pour l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée » est d'une durée ferme de 3 ans,

**CONSIDERANT** que dès notification de l'accord cadre, la crise sanitaire et les différentes campagnes électorales ont été des générateurs de ralentissement des délais prévus au contrat,

**CONSIDERANT** que la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi Climat et Résilience) a ajouté un nouveau volet au sein du règlement qui a eu pour effet de prévoir des prescriptions techniques à respecter pour les publicités lumineuses et enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial non prévus lors de la rédaction de l'accord cadre,

**CONSIDERANT** que suite à ces circonstances et sujétions techniques imprévisibles, la phase 3 de la mission est toujours en cours d'exécution au vu des retards pris en amont,

**CONSIDERANT** que la phase 4 « phase administrative de la procédure, de l'arrêt du document jusqu'à son approbation », d'une durée de 10 mois, durée incompressible, n'a pas encore été enclenchée,

**CONSIDERANT** qu'il est donc nécessaire de prolonger la durée d'exécution du contrat de 12 mois, soit jusqu'au 10/03/2025,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**DE SIGNER** l'avenant n°3 à l'accord-cadre 48RL21-21347 prenant en compte la prolongation de 12 mois du délais d'exécution de l'accord-cadre.

## ARTICLE 2

**DE DIRE** que l'avenant n°3 prend effet à compter de la date de sa notification.

## ARTICLE 3

**DE DIRE** que cet avenant n'aura aucun impact financier.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **23 AVR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes that form a stylized representation of the name Jean-Pierre Giran.

NO. 174

**Nature de l'acte modifiant**

**L'accord cadre :** Prolongation du délai d'exécution,

**Annexes :** Néant.

**ENTRE LES SOUSSIGNES**

Monsieur le Président en exercice, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

M MEYRIGNAC Julien, Directeur Général, agissant au nom et pour le compte de la société EVEN CONSEIL,

**IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**B - OBJET DE L'AVENANT n°3**

**Article 1 : Prolongation du délai d'exécution de l'accord cadre**

**1. Les circonstances imprévisibles**

La procédure a débuté le 11 mai 2021 par la notification des 3 ordres de services qui enclenchaient les phases 0, 1 et 2.

Le premier fait générateur a été la crise sanitaire et le confinement partiel du printemps 2021. Dès le départ, la mise en place du contrat a été longue et complexe. Durant cette période, il était difficile de réunir le bureau d'études et les 12 communes pour faire des ateliers de travail.

Le deuxième fait générateur a été les différentes campagnes électorales. Elles ont également rythmé la vie politique ces trois dernières années. Les élections législatives et départementales en 2022 et les élections cantonales en 2023 n'ont pas permis d'avoir les validations requises de la part des élus.

La loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi Climat et Résilience) a ajouté un nouveau volet au sein du règlement.

Un travail considérable en matière de pédagogie a été mis en place, ce qui n'a pas permis de respecter le planning initial.

En effet, les dispositions du Code de l'Environnement en matière de publicité extérieure s'appliquent aux publicités et enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, à l'exclusion toutefois de celles situées à l'intérieur d'un local, sauf si l'utilisation de ce local est

## ACCORD CADRE N°48RL21 - 21347

### Mission d'assistance et de conseil pour l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal de la Métropole TPM

#### AVENANT N° 3

#### A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACCORD CADRE

|  |   |
|--|---|
| <b>Etablissement Public :</b>                | Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par le Président en exercice, dûment habilité,  |
| <b>Direction :</b>                           | Planification territoriale, projets urbains et fiscalité,   |
| <b>Titulaire initial de l'accord cadre :</b> | Groupement solidaire <u>EVEN</u> <u>CONSEIL/AIRE</u> PUBLIQUE/ADAMAS/SOGEFI, EVEN CONSEIL mandataire représenté par M MEYRIGNAC Julien, Directeur Général,<br>Mail : <a href="mailto:contact@evenconseil.com">contact@evenconseil.com</a> , |
| <b>Numéro de l'accord cadre :</b>            | 48RL21 (20PI08),  |
| <b>Date de notification :</b>                | 11/03/2021,   |
| <b>Durée du contrat :</b>                    | 3 ans ferme à compter de la date de sa notification,  |
| <b>Montant du contrat :</b>                  | Montant minimum : 126 225 € HT (Montant DPGF valorisé)<br>Montant maximum : 200 000 € HT,   |
| <b>Imputation budgétaire :</b>               | Budget 00 opération budgétaire 713 section investissement, nomenclature 72.02   |
| <b>Avenants antérieurs :</b>                 | Avenant 1 : Fusion-absorption<br>Avenant 2 : Régularisation avenant 1 (changement SIREN+RIB)  |

principalement celle d'un support de publicité (art. L581-2 Code de l'Environnement). Face au développement important d'enseignes et de publicités, notamment sous forme d'écrans numériques, disposées dans les vitrines des commerces pour être vues depuis l'extérieur, plusieurs collectivités ont manifesté le souhait de pouvoir se doter d'un outil permettant d'encadrer et de limiter les enseignes lumineuses et publicités, notamment numériques, disposées à l'intérieur des vitrines de commerce, et donc visibles de la rue et entraînant une pollution visuelle et lumineuse.

Au sein de notre RLPI, il a fallu prévoir des prescriptions techniques à respecter pour les publicités lumineuses et enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial. Lors de la rédaction du présent marché, ce volet n'existait pas.

## **2. Les sujétions techniques imprévisibles**

### **2.1. Evolution législative**

La loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi Climat et Résilience) a ajouté un nouveau volet au sein du règlement.

Un travail considérable en matière de pédagogie a été mis en place, ce qui n'a pas permis de respecter le planning initial.

En effet, les dispositions du Code de l'Environnement en matière de publicité extérieure s'appliquent aux publicités et enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, à l'exclusion toutefois de celles situées à l'intérieur d'un local, sauf si l'utilisation de ce local est principalement celle d'un support de publicité (art. L581-2 Code de l'Environnement). Face au développement important d'enseignes et de publicités, notamment sous forme d'écrans numériques, disposées dans les vitrines des commerces pour être vues depuis l'extérieur, plusieurs collectivités ont manifesté le souhait de pouvoir se doter d'un outil permettant d'encadrer et de limiter les enseignes lumineuses et publicités, notamment numériques, disposées à l'intérieur des vitrines de commerce, et donc visibles de la rue et entraînant une pollution visuelle et lumineuse.

Au sein de notre RLPI, il a fallu prévoir des prescriptions techniques à respecter pour les publicités lumineuses et enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial. Lors de la rédaction du présent marché, ce volet n'existait pas.

### **2.2. La difficulté de trouver un consensus sur la phase réglementaire**

L'ordre de service qui a lancé la phase n°3 concernant la définition du règlement a été établi le 2 mars 2022. Conformément à l'annexe 1 du CCAP, cette phase cruciale devait durer 10 mois, au vu des retards pris en amont, cette phase est toujours en cours.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) est conçu comme un véritable outil d'aménagement, participant au renforcement de l'attractivité du Territoire, à son dynamisme et à la préservation du cadre de vie de ses habitants. Une fois approuvée, il règlera les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes sur les 12 communes. Conformément à l'article L153-8 du Code de l'Urbanisme, le Règlement Local de Publicité intercommunal doit être élaboré « en collaboration avec les communes membres ». La définition du règlement du RLPi est un exercice complexe car les 12 communes de la Métropole doivent essayer d'harmoniser leurs règles sans faire un puzzle des RLP communaux. Afin de stabiliser un

règlement qui convienne à tous, de nombreux échanges sont nécessaires. Cet exercice est chronophage, il n'est pas aisé de trouver un statu quo sur l'ensemble des règles.

De surcroît, les personnes publiques associées (PPA) ont également participé à la co-construction réglementaire notamment les ABF. Une réunion avec les PPA a eu lieu le 2 février 2023 où elles ont pu faire un certain nombre de remarques. Depuis cette date, le bureau d'études s'attèle à répondre à leurs demandes et a pu formaliser un premier projet de règlement qui leur a été envoyé. Suite à l'envoi de notre projet de règlement, l'ABF a encore émis de nombreuses observations qui allaient à l'encontre des volontés communales. Ce retour a remis fortement en cause certaines grandes lignes du règlement et des compromis doivent être trouvés avec les communes.

## **Article 2 : Durée**

La phase n°4 n'a pas encore été enclenchée.

Conformément à l'annexe 1 du CCAP, la durée de cette phase est de 10 mois. Il s'agit de la phase administrative de la procédure, de l'arrêt du document jusqu'à son approbation. La durée de cette phase est incompressible.

Afin de mener à bien la mission, la durée de l'accord cadre est prolongée de 1 an, soit jusqu'au 10/03/2025.

## **Article 3 : Application des clauses de l'accord cadre modifié**

Toutes les clauses du contrat initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°3, lesquelles prévalent en cas de différence.

## **Article 4 : Date d'effet**

Le présent avenant n°3 prend effet à compter de la date de sa notification.



**C – SIGNATURES**

Fait à Toulon, le 04/04/2024,

Pour la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée

Pour le Directeur,  
Le directeur général adjoint des services  
Julien  
Monsieur Claude WEISSE

Groupement solidaire EVEN  
CONSEIL/AIRE PUBLIQUE/ADAMAS/SOGEFI,  
EVEN CONSEIL mandataire

Mme Anne Matysen

**ANNE  
MATY  
SEN**

Signé numériquement par ANNE  
MATYSEN  
ID : C=FR, O=CITADIA, OU=  
0002 412124703, CN=ANNE  
MATYSEN, SN=MATYSEN, G=  
ANNE, SERIALNUMBER=  
66a4f8cbb33a5c047e0b0a72b6b  
5ad3ab494bb9, OID.2.5.4.97=  
NTRFR-412124703  
Raison : J'approuve ce document  
Emplacement :  
Date : 2024.04.04 15:17:38+0200  
Foxit PDF Editor Version: 12.1.0

